

Montréal, le jeudi 23 octobre 2003

Signataire :

Christian Pelletier, coordonnateur du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)

En 1981, le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) se donnait la mission de promouvoir, défendre et développer l'alphabétisation populaire et les groupes qui la pratiquent, ainsi que de défendre les droits des personnes peu alphabétisées. Le RGPAQ a depuis vu plusieurs milliers de personnes entreprendre une démarche d'alphabétisation populaire dans l'un ou l'autre de ses 75 groupes membres. D'année en année, le nombre de participants n'a cessé d'augmenter. Pourtant, malgré ce beau succès et malgré une reconnaissance officielle inscrite dans diverses politiques gouvernementales, l'alphabétisation populaire continue de se buter, dans les faits, à un manque de reconnaissance flagrant de la part de l'État québécois. Cela freine son développement et remet parfois en cause la survie de certaines de ses activités.

Le gouvernement avouait récemment que « malgré les efforts consacrés par les commissions scolaires et les organismes d'action communautaire et d'alphabétisation populaire autonomes, on ne réussit à atteindre qu'un faible pourcentage de la population ayant des besoins en matière d'alphabétisation » (Plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue, p. 3). Or, justement les groupes d'alphabétisation populaire rejoignent de plus en plus de gens à chaque année. Leurs activités ne sont freinées que par un manque de reconnaissance et d'appui de la part du gouvernement, qui se traduit par toutes sortes de problèmes : financement insuffisant, subventions envoyées en retard, manque de soutien aux participants, etc. Cette année, les subventions du gouvernement provincial ont tellement tardé à arriver que plusieurs groupes ont dû avoir recours à des marges de crédit, des organisateurs se sont endettés personnellement et certains groupes ont même dû fermer leurs portes temporairement ! Le gouvernement se doit de comprendre rapidement que l'action des groupes d'alphabétisation populaire est un élément essentiel de l'atteinte des objectifs de la société québécoise en matière d'alphabétisation. Cette reconnaissance passe par des mesures précises :

- Le gouvernement doit favoriser l'accessibilité à l'alphabétisation populaire aux adultes en leur offrant des mesures de soutien économique. Il n'est pas rare de voir des personnes être bloquées dans leur volonté d'entreprendre une telle démarche parce qu'elles ont de la difficulté à assumer des coûts économiques de base, comme les frais de déplacements ou les frais de garde d'enfants ;
- Le gouvernement doit procéder à l'indexation annuelle au coût de la vie de toutes les subventions dans le but de préserver, d'une année à l'autre, les acquis en alphabétisation populaire ;
- Le gouvernement doit bonifier son investissement dans le réseau des groupes d'alphabétisation populaire afin d'en garantir l'accessibilité aux adultes de toutes les régions du Québec.

Le gouvernement libéral est en début de mandat. Il a la chance de démontrer qu'il reconnaît l'action des groupes d'alphabétisation populaire et qu'il entend donner à ses derniers les moyens

de répondre à la demande croissante dont ils font l'objet. S'il laisse passer cette chance, c'est toute la société québécoise qui y perdra. L'alphabetisation populaire est une démarche originale, ancrée dans le milieu de vie des gens, qui permet à des milliers de femmes et d'hommes de ne plus être seulement des statistiques, mais de redevenir des citoyens à part entière en prenant leur propre destin en main. Les efforts de ces femmes et de ces hommes méritent d'être reconnus à leur juste valeur.